



MINISTRE DES MINES

Le Ministre

ARRETE MINISTERIEL N° 0005 /CAB.MIN/MINES/01/2012 DU 1.9 JAN 2012
PORTANT RENOUVELLEMENT D'AGREMENT AU TITRE D'ENTITE DE
TRAITEMENT DE L'HETEROGENITE CATEGORIE B DANS LA PROVINCE DU
KATANGA AU PROFIT DE LA SOCIETE
CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING Sprl
Route Likasi, Quartier Joli Site, Commune annexe Lubumbashi

Vu la Constitution, spécialement ses articles 93, 202 point 36 lettre f et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, spécialement ses articles 10, 81 à 83 ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier ;

Vu l'Ordonnance n° 08/073 du 24 décembre 2008 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 08/074 du 24 décembre 2008 fixant les attributions des Ministères, spécialement son article 1^{er} B. point 17 ;

Vu l'Ordonnance n° 11/063 du 11 Septembre 2011 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, Ministres et Vice-Ministres ;

Vu l'Arrêté Interministériel n°0249/CAB.MIN/MINES/01/2010 et n° 042/CAB.MIN/FINANCES/2010 du 05 mai 2010 portant fixation des taux des droits, taxes et redevances à percevoir à l'initiative du Ministère des Mines, tel que modifié et complété à ce jour ;

Vu, tel que modifié et complété à ce jour, l'Arrêté Ministériel n° 3163/CAB.MIN/MINES/01/2007 du 11 août 2007 portant Réglementation des activités de l'entité de traitement et de l'entité de transformation des substances minérales ;

Considérant la demande de renouvellement de l'agrément au titre d'entité de traitement de l'hétérogénite dans la Province du Katanga, introduite en date du 03 octobre 2011 par la **Société CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING Sprl** sise sur **Route Likasi, Quartier Joli Site, Commune annexe Lubumbashi** et les pièces jointes à cette requête ;



Sur avis favorable de la Direction des Mines ;

A R R E T E :

Article : 1^{er}

Le renouvellement de l'agrément au titre d'entité de traitement et de transformation de l'hétérogénite de Catégorie B est accordé à la **Société CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING Sprl** » dont références ci-dessous :

- N° d'Identification Nationale : 01-122-N46244W
- N° d'enregistrement au Nouveau Registre de Commerce délivrée à Lubumbashi : 9945
- N° d'Export et Import : MCE-KAT 0015
- N° Compte bancaire à la RAW BANK : 05130-01002122401-00/USD

Le présent agrément est octroyé pour une durée de deux ans (02) renouvelable pour la même durée.

Article : 2

La **Société CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING Sprl** peut conclure des contrats de vente des substances minérales issues du traitement de l'hétérogénite ou des concentrés avec des partenaires de son choix tant sur le territoire national qu'à l'étranger.

Toutefois, l'exportation desdites substances est soumise à l'autorisation du Ministre ayant les Mines dans ses attributions.

Article : 3

La **Société CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING Sprl** est tenue d'acheter l'hétérogénite uniquement auprès des personnes physiques et/ou morales de droit Congolais, détentrices de carte d'exploitant artisanal ou celle de négociant en cours de validité, auprès de coopérative minière ou auprès des titulaires des droits miniers d'exploitation.

**Article : 4**

La **Société CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING Sprl** est tenue de transmettre mensuellement à la Division Provinciale des Mines et à la Direction des Mines, les données sur les quantités de l'hétérogénite achetées, traitées ou en stock, ainsi que la composition chimique en métaux valorisables établie sur base des analyses effectuées par des laboratoires agréés.

Article : 5

Sans préjudice des sanctions prévues par l'Arrêté Ministériel n° 3163/CAB.MIN/MINES/01/2007 du 11 août 2007 portant réglementation des activités de l'entité de traitement et de l'entité de transformation des substances minérales, tel que modifié et complété à ce jour, spécialement ses articles 20 et 21, toute violation des dispositions de cet Arrêté, entraîne le retrait du présent agrément.

Article : 6

Le Secrétaire Général des Mines est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 1^{er} JAN 2012

Martin KABWELULU

Ampliations

- Cabinet du Président de la République : 1
- Cabinet du Premier Ministre : 1
- Cabinet du Ministre des Mines : 2
- Secrétariat Général des Mines : 1
- CTCPM : 1
- Direction des Mines : 1
- Div. Prov. Des Mines & Géologie du ressort : 1
- **Sté CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING Sprl** : 1

9